

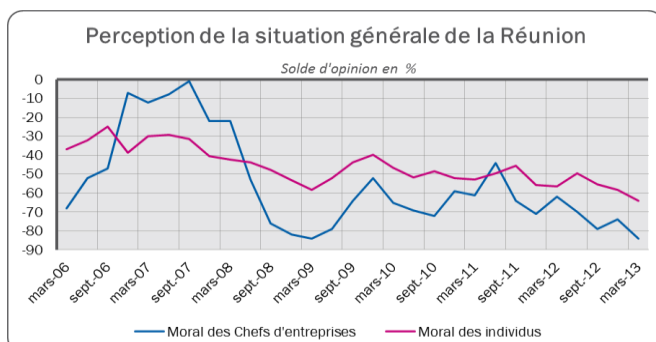
## Zones de turbulences pour la Réunion

La plupart des indicateurs économiques et sociaux, déjà en état d'alerte en 2012, se sont aggravés en début d'année 2013. Les différents sondages réalisés sur l'île font état d'une chute de la perception générale de l'économie réunionnaise.

Les fêtes de fin d'année ont marqué un répit de courte durée pour l'économie réunionnaise. Passées les réjouissances, les ménages ont nettement réduit leur consommation incitant les entreprises à faire de même au niveau de leurs investissements et des coûts de la main d'œuvre.

Au sein des entreprises réunionnaises, les décisions de restructuration et les négociations annuelles obligatoires (NAO) ont exacerbé les tensions. Les faits récents du second trimestre 2013, marqués par des mouvements de grève à répétition et de durées prolongées, traduisent une grande instabilité et des difficultés croissantes dans le dialogue social.

La dureté du mouvement qui va jusqu'à bloquer le fonctionnement de l'île pendant plusieurs semaines démontre l'ampleur du mécontentement et de la détermination des acteurs.



Source : IPSOS

La Réunion semble donc s'inscrire dans le sillage de la zone Euro, caractérisée par une croissance en berne et une montée inexorable des taux de chômage.

D'aucuns tablent sur un rebond des économies au cours des prochains trimestres. Cependant, les faits sont têtus et l'absence d'inflexion politique ne permet pas d'entrevoir une éclaircie à court terme (cf. p9).

### ◆ L'opportunité d'un nouveau modèle

L'exercice proposé par la Commission européenne aux Etats et aux régions demandant l'élaboration d'une stratégie de spécialisation intelligente (S3 - Smart Specialization Strategy) des territoires offre à la Réunion l'opportunité de proposer un nouveau modèle de prospérité.

Pour y arriver, la Réunion devra effectuer une véritable révolution et adopter une posture plus offensive, en transformant ses handicaps en atouts.

Il s'agit de passer d'une économie autocentrée, qui a fait le choix réussi de l'import-substitution lors du rattrapage de la départementalisation, à une économie plus ouverte sur les marchés communs entourant son bassin océanique.

C'est tout le paradoxe d'une île dépendante d'énergies fossiles extérieures alors qu'elle dispose en propre de ressources renouvelables liées à une biodiversité encore sous-exploitée.

Il en est de même des forces vives que constituent notre population et notre savoir-faire, peu ou mal valorisés. Enfin, le territoire peut compter sur la capacité financière accumulée pendant les années de croissance et stockée sous forme d'actifs immobiliers pour l'essentiel ...

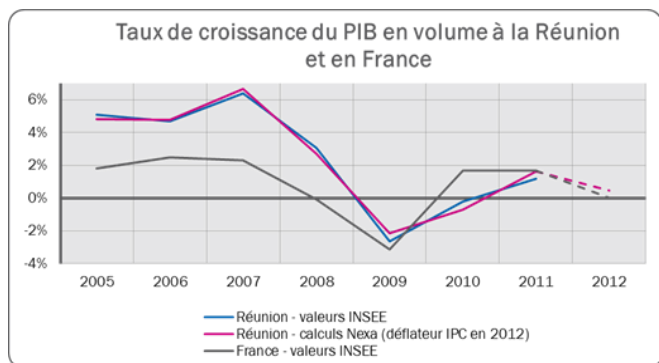
### Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle et empirique
- Les événements marquants récents
- Les perspectives à court et moyen terme

### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
 Rédaction : Frédéric LORION  
 Graphiques : Rekha GRIMOIRE  
 Conception et édition : Nexa  
 Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

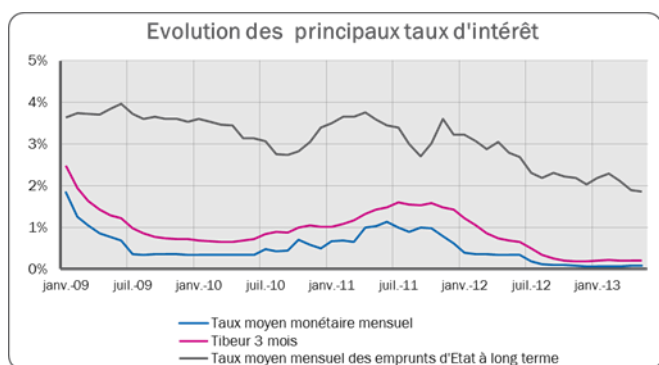
L'actualisation à mars 2013 des données économiques et financières depuis le dernier trimestre 2012 nous a permis de réévaluer notre estimation de croissance pour la Réunion en 2012. Alors que nous tablions sur un taux de 0,5% à prix constants, nos récents calculs nous amènent à un taux réel de 0,2%.



Source : INSEE, Nexa

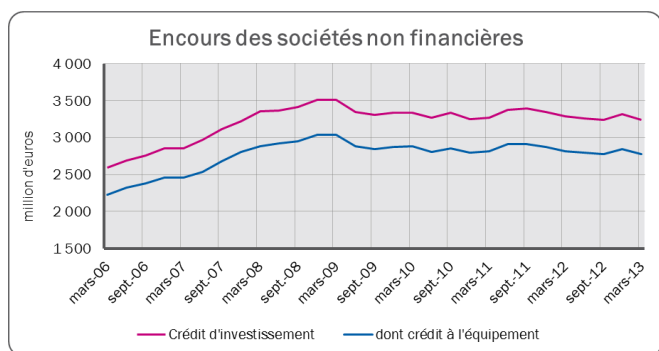
### ● L'investissement sans dynamique

Les principaux taux directeurs ont conservé leur mouvement baissier durant le premier trimestre. La récente baisse du taux directeur de la BCE de 0,75 à 0,5% devrait permettre aux banques de se refinancer à meilleur coût et d'en faire profiter à l'économie réelle.



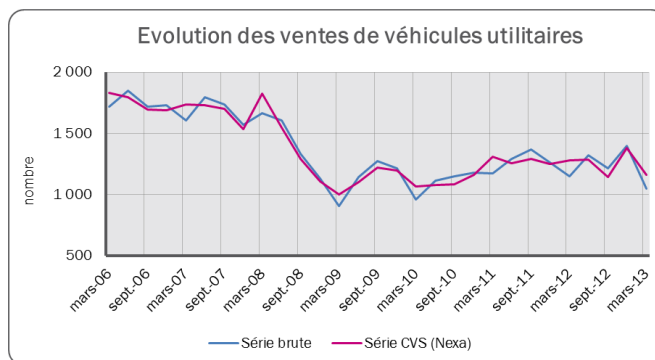
Source : Banque de France

Pourtant, l'encours de crédit des sociétés non financières enregistre un nouveau repli au premier trimestre 2013, après le sursaut du dernier trimestre 2012. Malgré les conditions avantageuses de financement matérialisées par des taux historiquement bas, l'inquiétude l'emporte sur la prise de risque par les opérateurs économiques.



Source : IEDOM

La réfection des investissements s'illustre également dans les importations de biens d'équipements (-7% en glissement annuel) et dans les acquisitions des véhicules utilitaires dont les ventes s'effondrent sur les trois premiers mois.

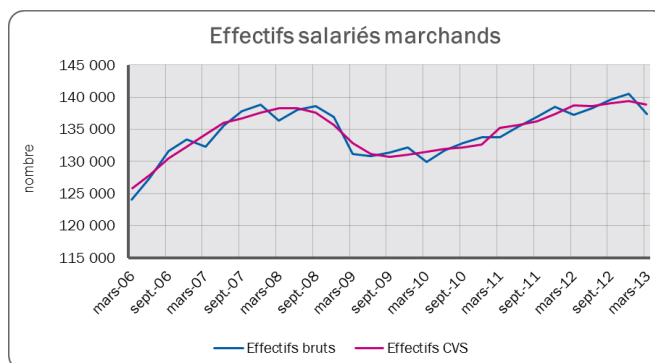


Source : SICR – Fichier central des automobiles

Dans les deux cas, les investissements peinent à décoller et restent au niveau des minima de 2009. Ces positions semblent souffrir d'un manque d'entrepreneuriat : les créations d'entreprises connaissent un tassement, accentué par une diminution des statuts d'auto-entrepreneurs.

### ● Le marché du travail en repli

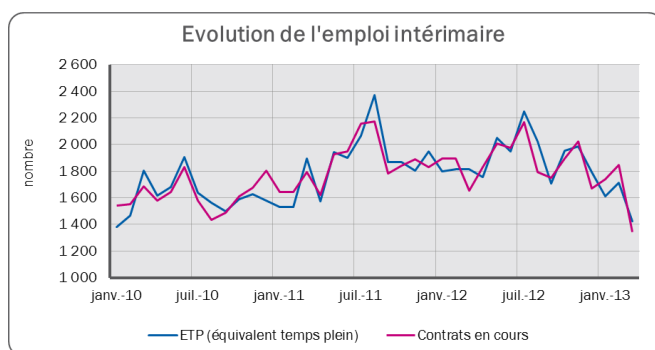
En réponse à la perte de vitesse de l'activité, les entreprises ont taillé dans leurs effectifs pour réduire leurs coûts. Le nombre de salariés marchands faiblit de 2,2% après une embellie remarquée durant l'année précédente. Le seuil des 140 000 salariés a ainsi été enfoncé pour revenir à un effectif de 138 000 au premier trimestre.



Source : ACOSS

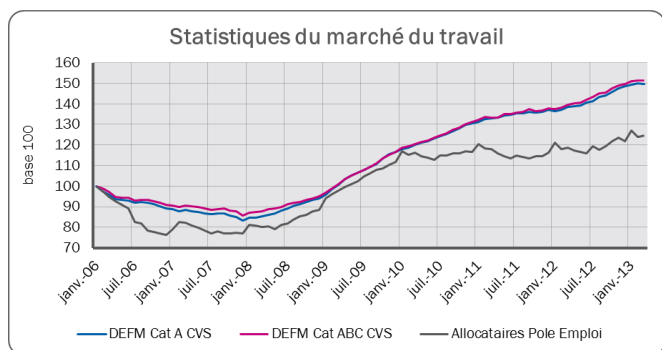
Essentiellement sollicité dans la construction et s'ajustant prématurément aux effectifs titulaires dans l'arbitrage du facteur « travail », l'emploi intérimaire s'effondre au premier trimestre 2013 pour retrouver les niveaux connus au moment de la crise de 2009.

L'indicateur avancé pour l'emploi marque ainsi une rupture dans les embauches, qui n'augure pas de réelle condition de relance des activités économiques pour les prochains mois.



Source : Dares

Logiquement le nombre des personnes à la recherche d'un emploi progresse. Le palier de 150 000 demandeurs d'emplois (en catégories A, B et C) est atteint, avec une légère baisse observée sur le mois de mars, provoquant un regain d'espoir. Cette éclaircie ne fut qu'éphémère puisqu'en avril, le stock d'individus enregistré par Pôle Emploi enregistre un rebond brutal.

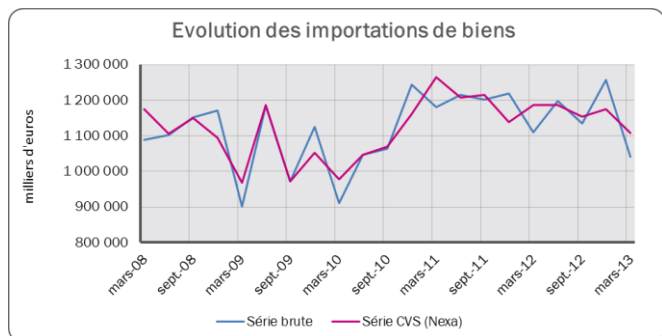


Source : DIECCTE - Pôle Emploi

Ces chiffres ne doivent pas occulter les personnes qui sortent du champ d'observation notamment par découragement. Ou encore, en raison des périodes de stages, d'alternance entre activité et inactivité, nombreux sont ceux qui sont exclus du marché de l'emploi, et forment ce que les statisticiens nomment le *halo autour du chômage*.

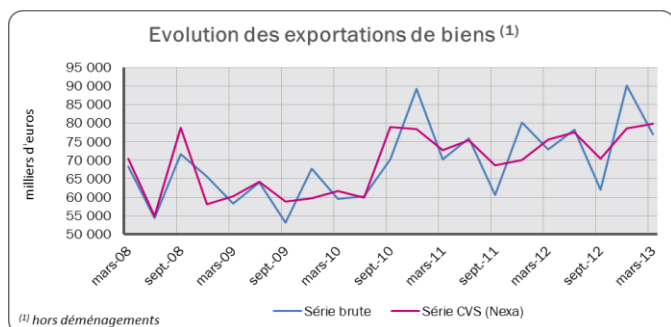
### ● L'export en renfort des échanges extérieurs

Le volume de marchandises échangées au premier trimestre 2013 s'est réduit de 4% en glissement annuel et confirme la tendance du trimestre précédent. Cet accès de faiblesse est surtout le fait des importations, en nette baisse de 5%. Celles-ci subissent une orientation baissière depuis la fin de l'année 2010 qui s'est accentuée récemment.



Source : Douanes

A contrario, les exportations de marchandises maintiennent un cap haussier, entamé dès le troisième trimestre 2010. Au premier trimestre les biens exportés progressent de 5,7% en glissement annuel.



(1) hors déménagements

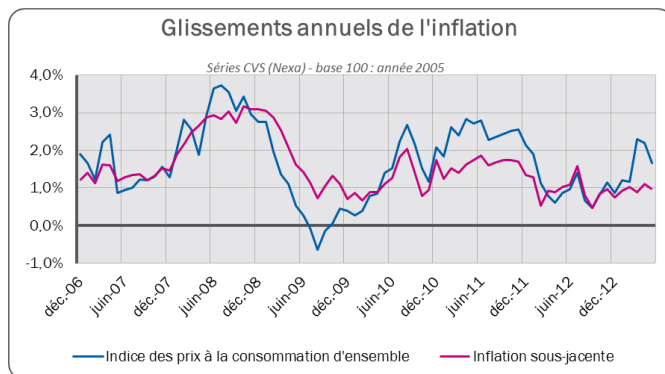
Source : Douanes

Ces évolutions renferment un effet prix intéressant puisqu'en analysant les quantités échangées, nous observons une augmentation des volumes importés et une baisse des tonnages exportés. Autrement dit, nous importons des marchandises moins chères (ou de moindre valeur) et nous exportons des produits mieux valorisés.

### ● Des signes de désinflation à confirmer

Sans direction en janvier, puis négatif en février, l'indice mensuel des prix à la consommation a repris des couleurs en mars en raison du renchérissement des produits pétroliers. Le retour des prix du gaz et des carburants à des tarifs non subventionnés ont provoqué une remontée des prix de l'énergie artificiellement contenus précédemment.

Par ailleurs, période cyclonique oblige, les cultures ont souffert des passages des systèmes dépressionnaires au premier trimestre. La hausse des prix des produits frais et de l'alimentation a notoirement impacté celle de l'indice des prix.

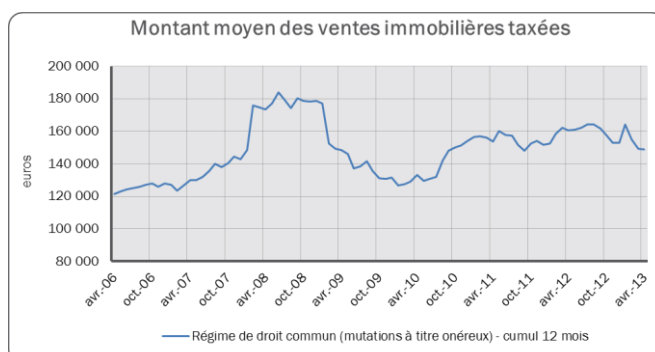


Source : INSEE

En observant plus attentivement l'évolution des prix à travers le prisme d'un indice sous-jacent (calculé hors alimentation frais, hors tabac et hors énergie), un ralentissement de l'inflation apparaît à partir de juin 2012, et se confirme en 2013.

En outre, les prix du marché immobilier réunionnais traduisent l'inquiétude et l'attentisme des ménages. Au premier trimestre, le montant moyen des transactions immobilières taxées se stabilise à 1,1% après une décade de 5,4% au trimestre précédent.

Ces évolutions semblent traduire un mouvement de désinflation qui reste à confirmer. Dans une économie insulaire dont la croissance démographique demeure positive, la demande devrait à contrario tirer les prix vers le haut.



Source : CGEDD/MEDOC

# La perception sectorielle et empirique

L'enquête d'opinion auprès des entreprises réunionnaises (\*) révèle un début d'année 2013 plutôt morose : les chiffres d'affaires sont globalement très en dessous des prévisions ; la demande s'inscrit en recul et les entreprises tournent « au ralenti » avec comme effets, des stocks en légère hausse et une rentabilité moindre.

D'autres indicateurs reflètent ce déclin de l'économie locale au premier trimestre : le retrait de l'investissement et la sous-utilisation des moyens techniques de production.

Les perspectives du second trimestre, malgré une amélioration de la perception de l'économie réunionnaise en général et de quelques secteurs particuliers, n'envisagent aucune reprise valable de l'activité. Par conséquent, les dirigeants prévoient de réduire légèrement leurs effectifs salariés. La stratégie semble ainsi orientée vers une rationalisation de l'outil de production et une limitation des stocks.

Les 3 secteurs les plus pessimistes :

- La construction
- Le transport de marchandises
- Le commerce de détail

Les 3 secteurs les plus optimistes :

- Les industries de biens de consommation
- Les autres industries
- Le commerce de gros

(\*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 8

## Les industries rationnelles

Les indicateurs sont dans le rouge en ce début d'année pour les industriels, principalement ceux des biens de consommation. Tandis que la rentabilité du secteur chute significativement par rapport à la période précédente, le chiffre d'affaires et le carnet de commandes s'effondrent par rapport au niveau attendu. Pour autant, cela ne semble pas affecter le moral des dirigeants, lesquels se montrent particulièrement optimistes pour le prochain trimestre avec des anticipations de croissance de 20% pour le niveau d'activité et l'embauche des salariés.

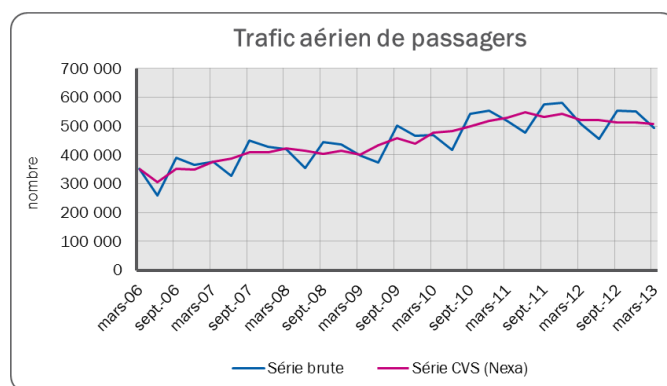
Parmi les autres secteurs industriels, on note une forte détérioration des indicateurs de marge et de rentabilité ainsi qu'une sous-utilisation des capacités de production au premier trimestre 2013. Néanmoins, les entreprises restent confiantes et espèrent un rebond de l'activité les mois suivants.

## Les transports freinés

Dans le transport de marchandises, le chiffre d'affaires subit une baisse spectaculaire au premier trimestre, accompagnée d'un repli de la demande du marché et de l'effectif salarié. Les perspectives pour les prochains mois sont plutôt bonnes avec une relance espérée de l'activité et des commandes.

Tous les indicateurs sont en berne pour le secteur du transport de passagers. Les transporteurs ne semblent pas plus optimistes au deuxième trimestre 2013, comme en témoignent les indicateurs du chiffre d'affaires et de rentabilité. Suivant la même tendance, le recours aux sources de financement diminue et les inquiétudes progressent en ce qui concerne l'économie réunionnaise.

Dans le transport aérien, la compagnie régionale fait état de résultats en baisse mais supérieurs aux attentes, après la forte restructuration effectuée en 2012. L'équipe dirigeante se veut confiante pour l'avenir, en misant sur une concentration des vols vers Paris plutôt que la Province, et avec un retour à l'équilibre attendu en 2014, toujours dans un contexte de ralentissement du trafic.

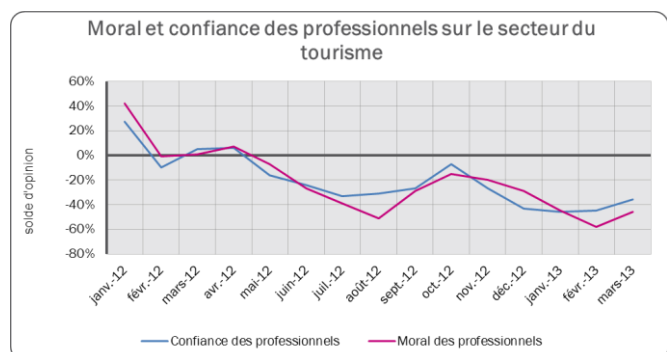


Source : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

Au premier trimestre 2013, la desserte Réunion-Métropole qui mobilise l'essentiel des touristes, se stabilise avec 263 640 passagers. Au total, le trafic de passagers des aéroports affiche un recul de 3% à fin mars (-4% fin mai) en glissement annuel. Si l'aéroport Roland-Garros limite la baisse du flux à -2%, en revanche celui de Pierrefonds s'effondre de 22%.

## L'hôtellerie restauration affectée

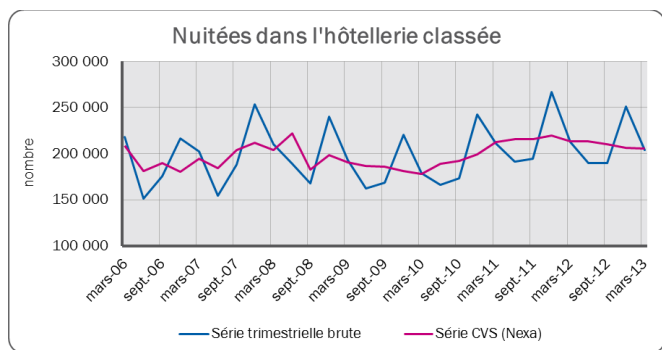
Pour les professionnels de l'hôtellerie/restauration, ce trimestre est très en deçà des prévisions. Tous les indicateurs abordés sont concernés, principalement le chiffre d'affaires, la demande du marché et la marge des entreprises. En revanche, à court-terme, la fréquentation et donc l'activité devraient reprendre, tirant à la hausse le taux de remplissage et la rentabilité des acteurs.



Source : IRT/Observatoire régional du tourisme

De façon globale, et après une année 2012 en léger recul, consécutive à une désaffection des touristes en provenance de métropole, le secteur du tourisme se dégrade encore au premier trimestre 2013.

Enregistrant quatre trimestres successifs de baisse (en glissement annuel), l'hôtellerie classée continue de subir une lente érosion de sa fréquentation. La catégorie d'entrée de gamme (1 à 2 étoiles) paraît la plus touchée de même que les secteurs sud et nord alors que les établissements de l'ouest minimisent les pertes. En mars le secteur a bénéficié d'un rebond mais qui n'a pas permis de combler l'affaissement constaté en début d'année.

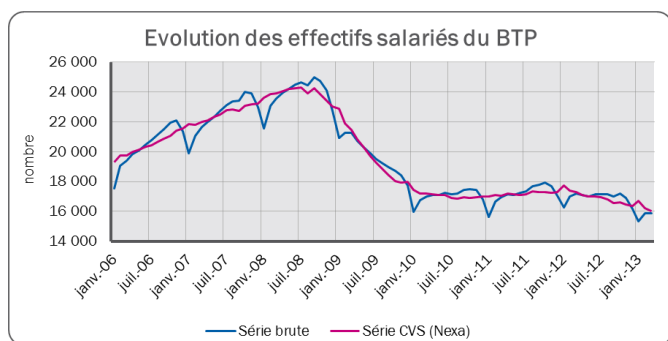


Source : INSEE

## La construction trébuche avec le logement

Malgré une amélioration de la marge des entreprises du BTP et une meilleure utilisation de leurs capacités de production par rapport au quatrième trimestre 2012, le secteur a toujours des difficultés à remonter la pente en ce début d'année : l'investissement et le niveau du chiffre d'affaires sont en berne tandis que les stocks repartent à la hausse.

Les pronostics des dirigeants pour le 2ème trimestre sont davantage encourageants : +5% de chiffre d'affaires et de perspectives d'embauches, un carnet de commandes et une rentabilité qui montrent des signes positifs. Les anticipations concernant l'état de l'économie réunionnaise à court-terme sont également optimistes.

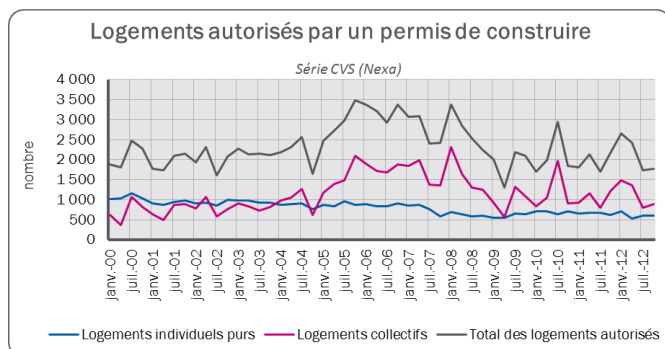


Source : CCP BTP

Vu sous l'angle empirique, la réduction de la commande publique, conjuguée à l'affaiblissement des investissements privés, a pesé sur les effectifs.

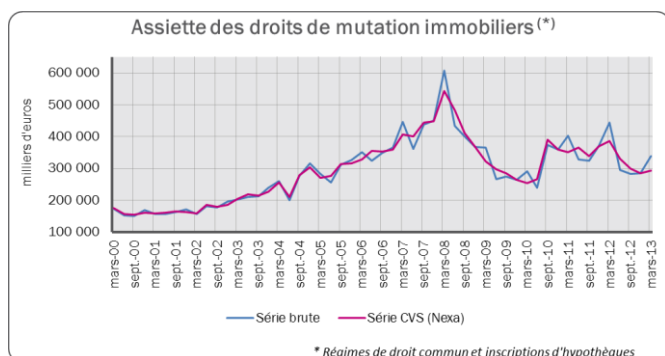
Au premier trimestre, le nombre de salariés déclarés à la Caisse des Congés Payés du BTP a atteint un minimum depuis 2004 et le seuil de 16 000 a été enfoncé.

Côté collectivités, les investissements communaux ralentissent du fait des contraintes budgétaires plus prégnantes, et malgré les subventions régionales du plan de relance. Par ailleurs, l'activité logement sur laquelle pouvait encore s'appuyer les entreprises en 2012 est également freinée.



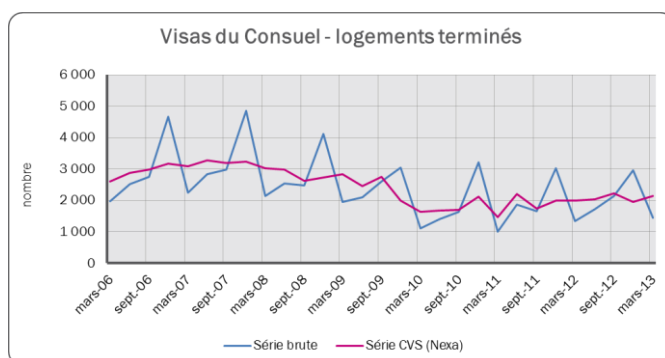
Source : DEAL/Sitadel

La dynamique du logement social a été enrayée par la suspension de garantie du Département. Les solutions trouvées auprès des autres collectivités (Région et communautés de communes) permettront de relancer les mises en chantier mais avec un rythme plus lent du fait des processus de décisions plus complexes.



Source : CGEDD/MEDOC

Au premier trimestre, les visas de conformité électrique délivrés par le Consuel à la livraison des opérations n'affichent pas d'évolution significative. Après le déstockage de lots en fin d'année, les ménages sont moins enclins à l'acquisition immobilière.



Source : Consuel

Les espoirs placés par les professionnels du secteur dans le dispositif Duflot DOM en faveur du logement privé sont moins optimistes qu'à l'origine. Le différentiel de défiscalisation n'étant pas assez attractif à leurs yeux par rapport à la mesure Duflot en France métropolitaine.

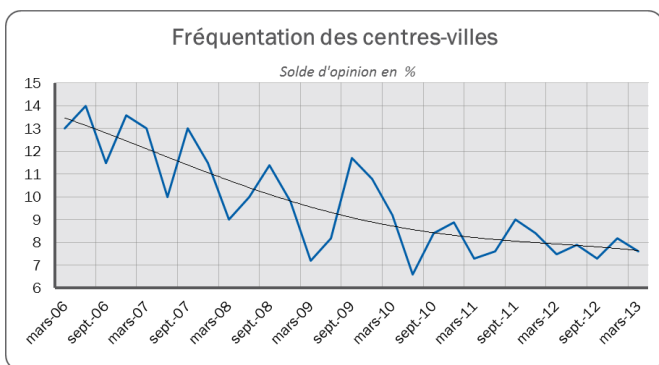
## Le commerce s'offre un sursis

L'enquête d'opinion auprès des entreprises du commerce de gros fait apparaître une certaine hétérogénéité parmi les indicateurs. Alors que le chiffre d'affaires est en retrait par rapport au quatrième trimestre 2012, l'effectif salarié et l'investissement se redressent, concordant avec l'amélioration de la perception de l'économie réunionnaise.

Les hypothèses pour le deuxième trimestre 2013 font état d'un relèvement de la demande du marché suivie du chiffre d'affaires.

Le premier trimestre (aussi période des soldes) a été décevant au regard des estimations des commerçants de détail (niveau d'activité, carnets de commande, prix de vente...).

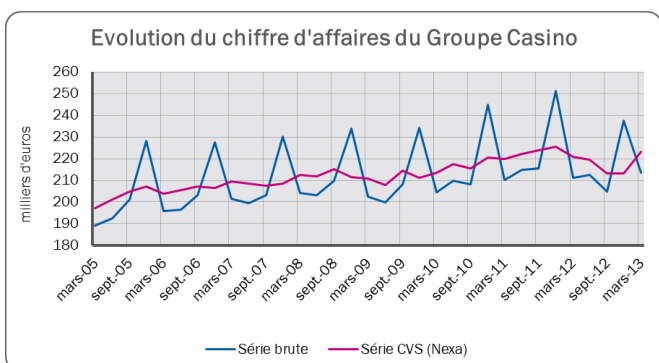
Au moment de l'enquête, les commerçants anticipent une reprise de la demande du marché et par conséquent de l'utilisation des capacités de production. Ce retour espéré de l'activité est sans doute lié à la fête des mères ayant lieu au mois de mai, qui sera finalement contrecarré par l'impact du blocus au Port en avril.



Source : IPSOS

Après des fêtes de fin d'année plutôt moroses pour les grandes surfaces, les ménages ont délaissé cette fois les centres-villes au profit des enseignes de supermarchés pour profiter de la période des soldes.

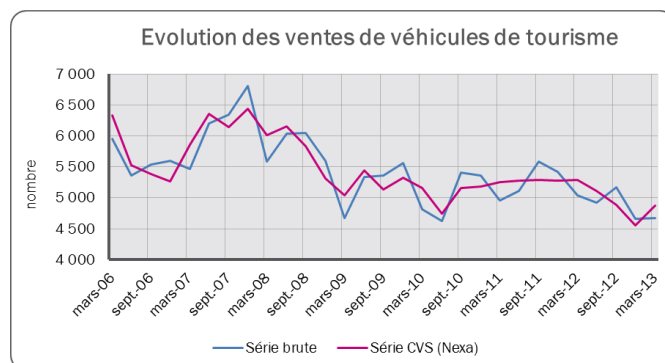
Le chiffre d'affaires du groupe Casino et de sa filiale Vindémia pour la Zone Océan Indien (Réunion-Maurice) bénéficie ainsi d'un rebond au premier trimestre.



Source : Groupe Casino

Les particuliers semblent avoir profité d'un déstockage de la part des concessionnaires automobiles contraints par le décalage entre les importations en hausse et les ventes en repli des mois précédents. De fait, les ventes de véhicules de tourisme se stabilisent au premier

trimestre, limitant l'érosion qui touche le secteur depuis 4 trimestres.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

## Les services marchands dispersés

Au premier trimestre 2013, les services marchands accusent un net recul de leur chiffre d'affaires et de leur carnet de commandes. L'économie réunionnaise est perçue encore plus instable qu'en 2012, dissuadant les acteurs à recourir à des crédits bancaires, ou à investir davantage.

Par ailleurs, ces derniers restent inquiets quant à l'évolution future de leur chiffre d'affaires et de la demande du marché.

Corroborant les indicateurs statistiques, les services bancaires laissent percevoir un ralentissement des encours de collecte et de crédit auprès des particuliers et des entreprises au premier trimestre.

De son côté, la Banque de la Réunion publie à fin mars des chiffres supérieurs au secteur : 8,1 M€ de résultat d'exploitation (soit + 2,2%), ainsi qu'une progression de 1,7% de son produit net bancaire à 22,6 M€ et de 9% des encours de collecte globale à 1 489 M€.

## Trajectoires divergentes pour les TIC

L'année 2013 démarre semble-t-il bien mieux pour le secteur TIC que l'année dernière. Les entreprises ont en effet plus recours à la formation et au financement bancaire. L'activité, bien que ralentie par rapport au niveau attendu, est supérieure au premier trimestre 2012.

Pour la prochaine période, les acteurs prévoient une progression du chiffre d'affaires accompagnée d'un accroissement de l'effectif salarié et de l'investissement.

Sur la période, les deux activités principales des TIC, téléphonie mobile et télévision payante, dépensent le plus en publicité et trustent les cinq premières places des annonceurs.

Renvoyant l'état subjectif de la conjoncture, le marché de la publicité, estimé par l'institut Pigé! à 18,11 millions d'euros de janvier à mars, se contracte à nouveau de 6% en glissement annuel, à périmètre constant et hors médias internet. Seuls les médias numériques (TV et radio) se démarquent avec une progression en glissement annuel de 2%, générant plus de 10 millions d'euros de recettes essentielles pour leur activité.

# Les événements marquants récents

## Janvier

### ◆ Innovation

Du 8 au 11 janvier, la start-up innovante réunionnaise **Slowcontrol** présente son projet au cours du **Consumer Electronics Show (CES)** de Las Vegas. Accompagnée par l'Incubateur et financée par La Région, l'entreprise a mis au point une fourchette intelligente permettant de maîtriser son alimentation. Son credo : « manger lentement pour manger mieux ! ».

### ◆ Institutionnel

En présence des représentants du monde économique et du Président de Région, **L'agence régionale de développement, d'investissement et d'innovation, Nexa**, est lancée. Positionnée comme accélérateur de talent et de projet pour La Réunion, elle a comme l'objectif principal le renforcement et la compétitivité de l'économie réunionnaise.

## Février

### ◆ Energie

Le groupe Séchilienne Sidec, la société Bioalgostral et la société d'économie mixte Nexa ont signé le 6 février 2013 un accord tripartite pour le développement d'une **filière complète de biocarburant**. L'objectif : répondre au besoin croissant d'énergie verte de l'île. Ce partenariat impliquant des carburants de troisième génération pour la production d'énergie électrique à partir de microalgues est une première mondiale.

### ◆ Financement

Pour la 9ème édition de la **semaine du microcrédit**, l'ADIE et ses partenaires (Pôle emploi, RSI, BGE, CCIR, Chambre de Métiers, AD2R, Réunion Active, Initiative Réunion Entreprendre, Espace Atouts Jeunes et Reussit) organisent 5 journées de forum aux quatre coins de l'île pour mieux faire connaître le microcrédit et promouvoir la création d'entreprise.

### ◆ Entreprise

Après 3 années de recherche et de tests réalisés avec l'appui de l'incubateur régional, la marque **L'île Marion** arrive sur le marché et propose des vêtements entièrement colorés à partir d'espèces végétales réunionnaises identifiées pour leur qualité tinctoriale. L'entreprise est engagée dans une démarche environnementale poussée (certification Afnor ENVOL) et n'emploie que des fibres 100% naturelles.

### ◆ Politique

La Réunion et les autres DOM inaugurent la création du **bureau des RUP** françaises à Bruxelles.

La ministre des droits des femmes et porte-parole du gouvernement, Mme Najat Vallaud-Belkacem est reçue par le président de Région pour la signature d'une convention cadre sur les "Territoires de l'excellence en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes".

### ◆ Prix

Après plusieurs semaines de négociations entre les producteurs, les importateurs, la grande distribution et l'Etat, le Préfet prend l'arrêté promulguant le **bouclier qualité prix** à la Réunion. La liste « Lurel » de 108 produits est dévoilée, pour laquelle une baisse de prix de 12,85% a été actée par l'ensemble des acteurs.

### ◆ Tourisme

Le Ministère de l'Intérieur publie un arrêté modifiant les conditions d'accès au territoire de La Réunion pour les **ressortissants sud-africains**. Comme pour Maurice et les Seychelles, ces derniers sont désormais dispensés de visa pour l'entrée sur le territoire Réunionnais.

## Mars

### ◆ Entreprises

Le concours général agricole organisé durant le Salon International de l'agriculture récompense les meilleurs produits du terroir français. Pour l'édition 2013, **4 entreprises réunionnaises** ont été primées : Rhums et punches Isautier (1 médaille d'argent et 2 médailles de bronze), Mascarin (médaille d'argent), La Vanilleraie (médaille d'argent) et Soleil Réunion (médaille de bronze).

**DOM'EAU**, société réunionnaise spécialisée dans le traitement de l'eau, fait partie des premières entreprises locales à bénéficier d'une levée de capitaux auprès du fonds de développement Run Croissance géré par Vivéris Management. Ces capitaux soutiendront ses activités internationales et de R&D.

A l'occasion de la **Semaine de l'industrie**, les industriels et leurs partenaires proposent au grand public, et notamment aux jeunes et aux demandeurs d'emploi de (re)découvrir l'Industrie et ses métiers.

La **filière Sucre** bénéficie d'un sursis avec une reconduction des quotas pour la période 2014-2020.

### ◆ Finance

L'Agence Française de Développement (AFD) représentant **OSEO** à la Réunion lance trois **nouveaux produits** pour développer et financer les étapes de la chaîne de l'innovation, de la phase émergence au développement en passant par la concrétisation opérationnelle. La Technopole de la Réunion se positionne comme tête de réseau sur l'un d'eux avec l'Aide au Premier Projet Innovant (APPI).

### ◆ Coopération régionale

L'AFD et la Région Réunion ont signé une convention cadre, entérinant la mise en œuvre d'un nouveau partenariat, destiné à renforcer l'insertion économique dans la zone Océan Indien.

La Commission de l'Océan Indien a tenu une réunion à Mahajanga (Madagascar) sur « la **sécurité alimentaire dans l'Indianocéanie**, investir dans la production agricole », positionnant la grande île comme « grenier de l'Indianocéanie ».

# L'enquête auprès des dirigeant(e) d'entreprises réunionnaises

## Méthodologie :

Réalisée auprès d'un panel de 400 entreprises (40 par secteur d'activité) en avril 2013 par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2009) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 1T 2013	CAPACITE DE PRODUCTION											
	CHIFFRE D'AFFAIRES			DEMANDE DU MARCHÉ			EFFECTIF SALARIE			FORMATION		
	INVESTISSEMENT			MARGE ET RENTABILITE			PRIX DE VENTE			SOURCES DE FINANCEMENT		
	STOCK			ECONOMIE REUNIONNAISE								
<b>VS TRIMESTRE NORMAL</b>												
Industrie Biens de conso.	-27%	-45%	-47%	-8%	21%	-11%	-54%	-32%	0%	2%	-56%	
Industrie Autres	-23%	-38%	-50%	-14%	10%	-20%	-70%	-10%	-4%	17%	-76%	
Commerce de détail	-17%	-49%	-59%	0%	2%	-4%	-36%	-28%	-4%	-4%	-61%	
Commerce de gros	-28%	-20%	-23%	-10%	7%	35%	-39%	-20%	-14%	29%	-66%	
Construction	-35%	-39%	-56%	-14%	-29%	-28%	-50%	-21%	-43%	2%	-82%	
Transports marchandises	-38%	-50%	-69%	-29%	-20%	-43%	-36%	-6%	-17%	-32%	-80%	
Transports passagers	-2%	-55%	-58%	-1%	-4%	-9%	-28%	-8%	-33%	-25%	-78%	
TIC	-23%	-8%	-20%	-6%	15%	-6%	-23%	-22%	0%	-6%	-59%	
Hôtels et restaurants	-17%	-55%	-57%	-10%	-17%	-28%	-50%	-1%	-17%	-15%	-74%	
Autres services marchands	-52%	-67%	-70%	-16%	-18%	-17%	-44%	-8%	-25%	-38%	-75%	
TOTAL	-33%	-49%	-56%	-11%	-8%	-11%	-45%	-15%	-19%	-7%	-72%	
<b>VS TRIMESTRE précédent</b>												
Industrie Biens de conso.	-31%	-20%	-46%	-14%	19%	-13%	-40%	-28%	10%	-6%	-62%	
Industrie Autres	-22%	-37%	-38%	-8%	0%	-15%	-34%	2%	-4%	-18%	-76%	
Commerce de détail	-23%	-44%	-55%	-8%	0%	-16%	-40%	-24%	-14%	-19%	-68%	
Commerce de gros	-10%	-27%	-17%	6%	-3%	23%	-17%	-5%	-1%	34%	-40%	
Construction	-28%	-51%	-27%	-21%	-30%	-39%	-26%	-2%	-44%	-32%	-64%	
Transports marchandises	-42%	-60%	-52%	-28%	-7%	-23%	-33%	-11%	-22%	-35%	-71%	
Transports passagers	-23%	-35%	-31%	8%	-9%	-15%	-41%	-8%	-23%	-25%	-59%	
TIC	-18%	-14%	-17%	-14%	9%	-3%	-34%	-23%	0%	0%	-44%	
Hôtels et restaurants	-16%	-47%	-50%	-1%	-11%	-26%	-46%	-1%	-22%	-26%	-62%	
Autres services marchands	-52%	-45%	-64%	-12%	-9%	-11%	-38%	-17%	-15%	-15%	-62%	
TOTAL	-31%	-41%	-46%	-9%	-7%	-12%	-35%	-13%	-16%	-13%	-61%	
<b>VS TRIMESTRE Prochain</b>												
Industrie Biens de conso.	9%	20%	7%	23%	25%	21%	1%	9%	14%	2%	-27%	
Industrie Autres	-6%	11%	8%	-11%	-9%	-15%	-20%	-5%	-8%	8%	-40%	
Commerce de détail	35%	8%	2%	-12%	6%	0%	-3%	-15%	-6%	4%	-38%	
Commerce de gros	-1%	17%	16%	-5%	7%	1%	-6%	0%	0%	28%	-33%	
Construction	-18%	5%	-1%	5%	-28%	-29%	-6%	-6%	-42%	-62%	-49%	
Transports marchandises	-3%	9%	17%	-4%	5%	-16%	-10%	-9%	-12%	-39%	-28%	
Transports passagers	-8%	-16%	-16%	-2%	-2%	0%	-26%	1%	-12%	0%	-62%	
TIC	15%	23%	-9%	6%	14%	9%	-3%	-5%	-10%	12%	-32%	
Hôtels et restaurants	15%	4%	-13%	1%	-15%	9%	-4%	11%	-11%	5%	-39%	
Autres services marchands	-14%	-15%	-18%	-1%	0%	0%	-24%	-7%	-9%	0%	-39%	
TOTAL	-1%	0%	-4%	-2%	-2%	-4%	-13%	-5%	-11%	-2%	-40%	

## Exemple de lecture du tableau :

**-56 %** : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise se porte mieux au premier trimestre 2013 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce début d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.



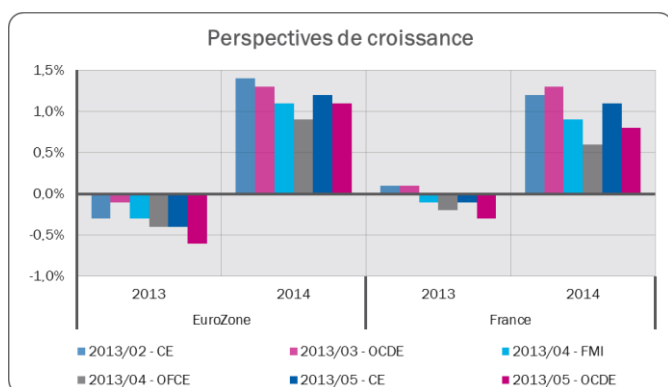
# Les perspectives à court et moyen terme

## ◆ Les répercussions européennes

L'excès d'optimisme a fait long feu en Europe : le trimestre est abondant en révision de croissance et le mouvement, loin de s'essouffler, s'accélère. A chaque évaluation des institutions internationales, de nouvelles baisses de perspectives sont énumérées. La dernière en date provient de la Banque de France qui estime inévitable la récession en 2013.

Même l'estimation de croissance arrêtée pour l'année 2012 en France se fragilise. En effet, la Cour des Comptes a repéré un manque à gagner de 5,6 milliards d'euros de TVA pour l'Etat. Outre des hypothèses de fraude fiscale ou de report de la consommation vers des produits à TVA plus faible en période de crise, un taux de croissance négatif ne serait pas inenvisageable pour expliquer ce déficit.

Toutefois, la méthode Couet n'est pas totalement mise de côté puisque les prévisionnistes s'attendent toujours à un revirement au second semestre 2013 et un rebond véritable des économies occidentales pour l'année 2014. Notons que ces anticipations sont prudemment accompagnées par des conditions de réussite et d'engagement des réformes de politiques économiques.



Source : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

Au-delà des calculs théoriques de la croissance, les politiques économiques défendues en Europe, notamment à travers les mesures d'austérité, commencent à faire débat.

Récemment le FMI a réalisé un double mea culpa. D'abord, il reconnaît une « erreur » d'appréciation des effets économiques de ses modélisations notamment par une sous-estimation des effets des multiplicateurs permettant de mesurer l'impact des mesures d'austérité sur la croissance. Ensuite, il admet avoir établi des prévisions trop optimistes concernant le sauvetage de la crise grecque en 2010.

Fin mars, de manière plus pragmatique, la méthode employée pour sauver de la faillite le système bancaire chypriote a complètement bousculé l'approche qui consistait jusqu'à présent à engager les Etats. Dans ce cas précis, la résolution a été de faire assumer les risques par les actionnaires, les créanciers puis les dépositaires.

Ces interventions, relayées par les difficultés à créer de la croissance, l'inexorable montée du chômage et les appels des différents gouvernements à la Commission européenne, ont permis notamment aux pays d'Europe du sud, de bénéficier d'un sursis dans l'obligation de réduction de la dette publique.

La France ainsi que d'autres, disposent ainsi de deux années supplémentaires pour ramener leur déficit à moins de 3% du PIB. Toutefois, la continuité des mesures d'austérité sans réelle politique de relance ne peut que maintenir la situation européenne dans le marasme.

D'autant plus que de nouveaux signaux d'alarme apparaissent : le risque déflationniste (l'OFCE pointe la désinflation salariale) et le risque obligataire. Avec une anticipation de hausse des taux directeurs américains, les investisseurs pourraient se détourner des obligations, devenues moins rentables, faisant craindre un krach obligataire.

## ◆ Des processus de financement diversifiés

La prévision de réduction des dotations budgétaires aux collectivités est annoncée à moins 1,5 milliards en 2014 sur un total de 50 milliards d'euros. Dans un contexte généralisé de réduction de la dépense publique, l'enjeu est bien de savoir comment favoriser l'investissement privé.

Or, la Réunion comme la France et l'Europe, subit une méfiance du système bancaire qui s'engage moins facilement dans le financement de l'économie.

Potentiellement, les financeurs institutionnels ont pour vocation de contribuer au développement régional par leur participation financière :

- la Caisse des Dépôts et Consignations (14,7 M€ en fonds propres ayant généré 50 M€ d'investissement)
- l'Agence Française de Développement, dont la Réunion est le premier bénéficiaire outremer avec 414 M€.
- la nouvelle Banque Publique d'Investissement, portée sur les fonds baptismaux par l'Etat et qui vient de signer une convention avec la BEI. Reste à en connaître les modalités d'implantation en Outremer.

Pour les entreprises, il existe nombre d'instruments alternatifs ou complémentaires au crédit bancaire pour lever de la dette tels que les fonds de placement (FCPR, FSI...) ou l'emprunt obligataire. Le financement désintermédié, qui a l'avantage d'être moins coûteux pour l'entreprise, permet de lever entre la dizaine et la centaine de milliers d'euros.

Enfin, pour les plus petits, le micro-crédit ou les outils innovants du financement tel que le crowdfunding, peuvent apporter une réponse adaptée.

Dans tous les cas, les conditions de réussite reposeront sur la volonté d'entreprendre et de présenter un projet ambitieux réellement porteur de croissance inclusive...



# Accélérateur de projets d'avenir

AGENCE RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

Nexa, Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation, intervient pour faciliter la réalisation des projets structurants pour le territoire avec une attention particulière sur les secteurs d'excellence :



Energies renouvelables  
Environnement



Tourisme



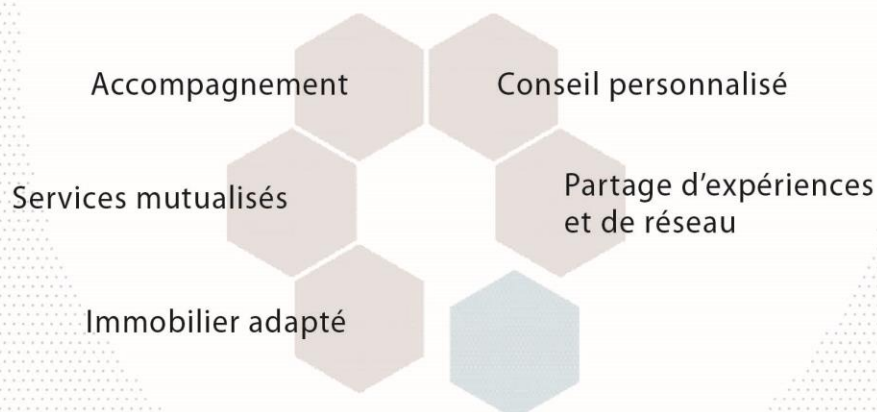
Technologies de l'Information  
et de la Communication (TIC)



Agroalimentaire

## NOS SERVICES

Nous vous offrons un accompagnement sur mesure pour vos projets :



invest  
in  
REUNION

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 -  
97491 Sainte Clotilde Cedex  
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26  
contact@nexa.re

[www.nexa.re](http://www.nexa.re)